

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE

**RÈGLEMENT D'EMPRUNT CONCERNANT LE PAVAGE DE LA RUE CECELIA-LEITCH
POUR UNE DÉPENSE DE 46 607 \$ ET UN EMPRUNT DE 46 607 \$**

RÈGLEMENT NUMÉRO 611

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été donné à la séance du 18 mars 2014;

EN CONSÉQUENCE, il est résolu à l'unanimité qu'un règlement d'emprunt concernant le pavage de la rue Cecelia-Leitch pour une dépense de 46 607 \$ et un emprunt de 46 607 \$ - Règlement numéro 611, soit et est adopté et qu'il soit statué et ordonné par ce règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 : Le conseil de la Municipalité de Saint-Zotique est autorisé à exécuter ou à faire exécuter des travaux de pavage selon l'estimé préparé par la firme CDGU ingénierie urbaine, lequel fait partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».

ARTICLE 2 : Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 46 607 \$ pour les fins du présent règlement.

ARTICLE 3 : Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, 100% des coûts incluant les frais, les taxes et les imprévus sera assumé par les contribuables du secteur visé par les travaux, à l'exception des coûts supplémentaires pour l'enlèvement et le remplacement du matériel de surface non conforme qui seront assumés à même le fonds général.

ARTICLE 4 : Pour acquitter les dépenses assumées par les contribuables du secteur visé par les travaux, incluant les frais, taxes et imprévus, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 46 607 \$ sur une période de 15 ans.

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est imposé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés dans le bassin de taxation délimité par un trait de couleur jaune à l'annexe « B-1 » jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une taxe spéciale basée sur l'étendue en front de ces immeubles imposables longeant les rues Royal Montréal, Le Géant et Le Diable, telles qu'elles apparaissent au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, soit les lots 4 497 923 à 4 497 929, 4 497 935 à 4 497 938, 4 497 941 à 4 497 960, 4 497 965 à 4 497 977, 4 497 979 à 4 497 989, 4 605 831, 4 605 832, 4 735 651 à 4 735 688 et 5 423 607 à 5 423 617.

ARTICLE 5 : Tout contribuable d'un immeuble duquel est imposée une taxe en vertu de l'article 4 peut exempter cet immeuble de cette taxe en payant en un versement la part du capital relative à cet emprunt, avant la première émission de cet emprunt ou toute émission subséquente, s'il y a lieu et qui aurait été fournie par la taxe imposée sur son immeuble par l'article 4.

Le paiement doit être effectué au plus tard 30 jours après réception de l'avis informant tout contribuable de la part du capital à être remboursé relativement à l'immeuble concerné par l'article 4. Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article. Ce paiement doit être fait conformément à l'article 1072.1 du *Code municipal du Québec*.

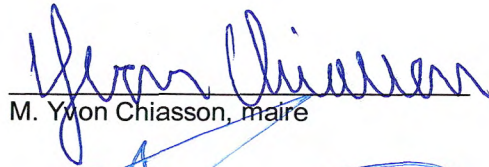
Le paiement fait avant le terme susmentionné exempte l'immeuble de la taxe spéciale pour le reste du terme de l'emprunt fixé dans le règlement.

ARTICLE 6 : S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

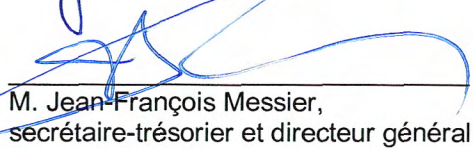
ARTICLE 7: Le conseil affecte à la réduction des dépenses décrétées au présent règlement, au prorata du financement, toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

ARTICLE 8 : Le conseil est par les présentes autorisé à faire toutes les procédures nécessaires pour mettre le présent règlement en vigueur.

ARTICLE 9 : Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.



M. Yvon Chiasson, maire



M. Jean-François Messier,
secrétaire-trésorier et directeur général

Avis de motion : 18 mars 2014

Adoption : 15 avril 2014

Registre des électeurs : 28 avril 2014

Modification du règlement par le M.A.M.R.O.T : 28 mai 2014

Affichage : 28 mai 2014